

Monde arabe : de la quête de l'unité au destin partagé

Marc Lavergne

► **To cite this version:**

Marc Lavergne. Monde arabe : de la quête de l'unité au destin partagé. La revue internationale et stratégique, Paris : A. Colin : Institut des relations internationales et stratégiques, 2011, pp.67-73. halshs-00602578

HAL Id: halshs-00602578

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00602578>

Submitted on 24 Jun 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marc Lavergne
Directeur de recherche au CNRS
CEDEJ, USR n°3123 CNRS
Le Caire/Khartoum

L'unité arabe avait été durant des décennies l'horizon indépassable d'inlassables incantations, du Golfe à l'Océan. Mais elle avait plus divisé qu'unifié un leadership disputé selon des prétentions parfois séculaires à la prééminence, prenant le visage nouveau de la guerre froide. Elle avait finalement été vidée de sa force mobilisatrice par l'irruption du Golfe et de son attraction multiforme dans le reste du monde arabe, et bien au-delà.

La question qui se pose depuis la montée de la vague des soulèvements arabes est de savoir dans quelle mesure cette concomitance spontanée est le signe d'une entrée en phase des destins nationaux de la région, et quelle pourrait être la traduction concrète de cette demande convergente de réformes radicales de leur gouvernance.

Multipolarité ou désagrégation ?

Du point de vue du reste du monde, qu'il s'agisse des voisins d'Europe, d'Afrique et d'Asie, d'Israël, des grandes puissances en charge de la stabilité mondiale, comme des partenaires économiques et commerciaux, la configuration des pouvoirs régnant sur le monde arabe présentait nombre d'avantages : stabilité des interlocuteurs, intégration dans le système économique mondial en situation dominée ou passive, tantôt comme Etats rentiers recyclant généreusement leurs pétrodollars, tantôt en Etats clients récipiendaires de la délocalisation des pays industrialisés, permettant à ceux-ci de résister à la concurrence des économies asiatiques, et enfin maintien de la sécurité régionale et contrôle des flux migratoires.

Face au monde extérieur, le monde arabe se présente ainsi en ordre dispersé : que ce soit face à l'OTAN, à l'Union Européenne, à l'OMC ou au Fonds Monétaire International, il n'est pas en mesure de défendre une ligne stratégique, économique ou financière commune.

La quête d'un consensus sur les grands sujets communs est d'ailleurs inexistante. Sur le dossier israélo-palestinien, faux semblants et initiatives concurrentes soutenues, voire impulsées de l'extérieur sont de mise, sur fond de relations discrètes et profitables avec l'Etat hébreu. Au niveau international, l'accord entre pays arabes se fait difficilement sur des sujets même mineurs comme le choix d'un candidat à la direction générale de l'Unesco, qui a échappé en 2010 au candidat égyptien Farouk Hosni.

Le souci de ne rien abdiquer de souverainetés nationales récentes et parfois chèrement acquises condamne les organismes régionaux comme la Ligue Arabe à l'inertie, et les tentatives de rapprochement sous-régional, comme l'Union du Maghreb Arabe, à l'impuissance. Seul le Conseil de Coopération du Golfe, syndicat des familles régnantes voué à l'origine à leur défense collective contre la menace iranienne, a pu étendre ses compétences au champ économique et social, grâce à la fragilité des formations politiques et sociales qu'il réunit. Rien donc dans le monde arabe qui prenne le chemin parcouru par l'ASEAN ou le MERCOSUR, mais au contraire des projets voués à l'échec, car conçus à l'extérieur, selon des formules paternalo-impérialistes surannées, du Grand Moyen-Orient à l'Union pour la Méditerranée. Le but des parrains étant de créer des sphères de coprosperité intégrant subrepticement Israël pour parvenir à stabiliser la région sous tutelle américaine ou européenne.

L'unité arabe se renoue t-elle sur les rives du Golfe ?

Enfin, c'est le Golfe qui assure aujourd'hui la véritable polarisation du monde arabe. Espace privilégié de tous les rêves, de tous les espoirs, ceux des peuples comme ceux de leurs gouvernants, le Golfe est le moteur des économies arabes. Mais c'est aussi et peut-être surtout le lieu de la promotion matérielle et sociale des individus et le sas culturel entre le monde arabe et le reste de la planète.

Est-il pour autant un catalyseur de l'unité arabe ?

L'or de Riyad, certes, est depuis toujours au service d'une diplomatie active à l'échelle régionale. Celle-ci a d'abord servi à contrer l'influence soviétique et à affaiblir les régimes favorables au non-alignement ; elle s'efforce aujourd'hui de bloquer l'influence iranienne dans le monde arabe, dans le Golfe comme au Liban : soutien au premier Ministre assassiné Rafic Hariri et à la communauté sunnite, certes, mais aussi à la Syrie alaouite, considérée comme un facteur de stabilité au Proche-Orient, tout autant que tête de file du front de la fermeté face à Israël. Une diplomatie plus subtile et ambivalente donc qu'il n'y paraît, qui soutient aujourd'hui le succès grandissant du wahhabisme dans l'islam sunnite, tout en s'opposant aux menées terroristes fomentées par Al-Qaïda, dont l'Arabie saoudite est aux côtés d'Israël l'ennemi n°1. Chantre d'un conservatisme social et religieux extrême, hostile à l'existence même d'Israël, elle n'en a pas moins bénéficié du statut d'allié privilégié des Etats-Unis dans la région depuis 1945.

Mais ce royaume d'une famille semble incapable de s'adapter aux temps nouveaux. Il sert de refuge aux dictateurs déchus et de foyer d'une contre-révolution islamiste à l'échelle régionale, agencée discrètement par les autorités, et se trouve de plus en plus isolé dans une région en effervescence. La menace de contagion y est réelle et pourrait déboucher sur un cataclysme mondial, non seulement politique et stratégique, mais aussi économique.

Le royaume saoudien n'est pas le seul dans la péninsule à mettre sa puissance au service d'une politique étrangère active : dès les années 60, le Koweït déployait son soutien à la cause palestinienne et accueillait, le premier une ambassade soviétique, tandis que son fonds d'aide au développement ouvrait généreusement ses coffres aux pays, principalement musulmans, d'Afrique et d'Asie.

Depuis une quinzaine d'années, le Qatar fait entendre sa voix originale et ambitieuse : lancement en 1996 de la chaîne satellitaire d'information télévisée Al-Jézirah, qui ouvre une brèche dans le monopole des télévisions d'Etat du monde arabe, mais aussi dans celui des grandes chaînes occidentales couvrant la région. Porté par les progrès de l'instruction et par la soif d'ouverture des classes moyennes, Al-Jézira est l'instrument d'une « dissuasion médiatique » du faible au fort, c'est-à-dire d'une politique nationale d'affirmation d'un petit Etat menacé par ses grands voisins ; mais la chaîne est bien plus, comme catalyseur d'un profond changement sociétal : à travers ses fameux débats, brisant tous les tabous et permettant l'affrontement d'opinions opposées, elle a libéré les citoyens de leur face-à-face muet avec des pouvoirs autistes. Fort de la reconnaissance que lui a valu ce pouvoir inédit, et devenu le 3^e exportateur mondial de gaz, le Qatar dispose de la liberté d'action qui lui a permis d'accueillir des années durant le cheikh Qardaoui, persona non grata dans son Egypte natale, d'offrir l'asile aux dirigeants du Hamas expulsés de Jordanie, de soutenir le Soudan de Hassan el Tourabi hébergeant Oussama ben Laden... tout en abritant une base aérienne d'où s'envolaient les avions américains qui allaient pilonner l'Irak en mars 2003. Ce qui pouvait être pris pour des fougades d'enfant terrible apparaît comme une prescience de l'évolution des sociétés arabes qui éclate aujourd'hui au grand jour. Maturité précoce qui précède l'engagement du Qatar dans des démarches de bons offices ou de médiation dans les conflits libanais ou soudanais, au grand dam de l'Egypte, défiée dans son rôle convenu de sage du monde arabe. Et d'autant plus amère que ce nouveau rôle du Qatar est avalisé et soutenu par une puissance comme la France, à la recherche d'un partenaire capable d'aboutir à des résultats, car n'étant pas soupçonné d'intérêt partisan dans ces dossiers.

Pour finir, c'est l'expérience de Dubaï qui polarise les fascinations arabes, et l'espoir d'un monde délivré de ses vieux démons, de ses pesanteurs culturelles et sociologiques. Dubaï est certes la ville au superlatif, celle de la transmutation de l'or noir en une vision du monde matérialiste et jouisseuse. Mais c'est plus que cela : une ville dont l'arrière-pays est la planète. Un prodigieux centre d'importation et de réexpédition de messages et d'idées, même si ce n'est paradoxalement pas un centre intellectuel ou politique.

Le Golfe, pôle économique et social du monde arabe, espace de convergence et d'homogénéisation, n'est cependant pas un centre de décision à l'échelle régionale. Son rôle même d'impulsion politique pêche sans

doute par défaut d'assise endogène. Il n'est ainsi pas comparable à celui du Beyrouth des années 50 à 70, avec ses universités, ses cafés, ses multiples forums de libre débat entre tenants d'idéologies tranchées, véritable interface culturelle entre le monde arabe et le monde extérieur.

Mais l'unité du monde arabe requiert-elle encore un leadership, alors que la compétition économique sans frontières a vidé de leur sens la construction d'Etats-nations et la quête de modèles de développement économique et social ? Il est en revanche possible que cette unité inaccessible trouve son accomplissement dans le brassage d'idées nouvelles confrontées aux expériences historiques en cours. Il est possible que des mouvements, des organisations transfrontières à l'échelle régionale, en résultent et soient les ferments de progrès intellectuels et sociétaux.

Au fond, ce que les pays arabes ont aujourd'hui en partage, bien plus que des héritages, c'est une structure économique et sociale fondée sur l'accès à des rentes et sur le primat de la consommation. Rentes d'hydrocarbures certes, directes ou indirectes par le biais de l'émigration ; mais aussi d'autres ressources qui ont pour trait commun de ne pas requérir de formation très poussée, de ne pas inciter à l'effort individuel, et donc de produire des économies dépourvues de capacité de développement autonome. Les économies arabes, entre pays riches peu peuplés et pays pauvres très peuplés, sont prises en étau, à l'échelle mondiale, entre les pays émergents à forte croissance endogène et les pays industrialisés dotés d'une main d'œuvre et d'une structure économique complexe et diversifiée ; on retrouve ici la « dutch disease », aggravée par des traits culturels comme le patriarcat, le primat du groupe sur l'individu, etc. , peu incitatifs à l'esprit d'entreprise, à la prise de risque et à la créativité. Les politiques de réforme qui pourraient être engagées à la suite des soulèvements populaires en cours sauront-elles s'atteler de façon concertée à ces handicaps profonds des sociétés tout autant que des économies arabes ?

Les soulèvements populaires de 2011 : chacun pour soi ou cause commune ?

Les « révolutions » arabes en cours sont le fait de classes urbaines conscientes, dont la jeunesse n'a connu que des systèmes politiques immuables et fermés, mais qui, par l'accès aux nouvelles technologies de la communication, et aux médias libérés qui leur donnent un contenu, réclament démocratie et fin de la corruption. Ces mots d'ordre sont communs à tous les mouvements, quels que soient les contextes économiques et sociaux.

Du côté des dirigeants menacés, chacun affronte la contestation avec ses propres moyens, et en fonction de sa position sur la scène internationale. Quant à la Ligue arabe, elle fait preuve d'une étonnante placidité : son secrétaire général Amr Moussa, en fin de mandat, a été remplacé par le ministre des affaires étrangères nouvellement nommé, égyptien lui-même : la priorité a d'abord été d'assurer la pérennité et la sérénité de l'institution. Mais dans la perspective de voir Amr Moussa prendre la présidence de l'Egypte à la fin de l'année 2011, avec le soutien de l'armée et des Frères musulmans, on peut penser que l'Egypte continuera de jouer un rôle prééminent, dans une transition bien tempérée à l'échelle du monde arabe. Si les hiérarchies militaires lorgnent peut-être sur le « modèle » turc, les Frères musulmans et les autres mouvements islamistes de masse avaient connu selon les pays des sorts très différents et donc des orientations divergentes : ils sont à présent entraînés à leur corps défendant dans le mouvement pour les réformes, qui leur impose de définir des programmes de gouvernement et de répondre aux aspirations concrètes exprimées par les citoyens. En outre, le monde arabe n'est pas l'horizon politique et spirituel des tenants de l'islam politique en général : celui-ci demeure officiellement l'Oumma islamique, et l'acceptation de la démocratie réclamée par les peuples est difficile à concilier avec leur univers mental et leur mode organisationnel, même si là encore, les regards se tournent de plus en plus vers le « modèle » turc.

Du côté de la « rue », les soulèvements ont été initiés par un mouvement populaire sans agenda ni expérience politiques, et ses instigateurs sont soit encore dans une phase de pilotage organisationnel et logistique du mouvement, soit déjà en train de faire l'apprentissage du combat politique dans un cadre rénové mais encore précaire. Mais au fur et à mesure que ces soulèvements se prolongent, ils attirent à eux une partie de la classe politique, des technocrates et des notables, conscients de la nécessité de réformes pour redonner souffle aux systèmes en place, et les mettre en phase avec les nouvelles exigences de la

gouvernance planétaire. La révolution suit ainsi plusieurs pistes, à des degrés différents d'évolution : Le Caire est ainsi devenu un des points de rencontre de la jeunesse « révolutionnaire » de la région arabe, dans une effervescence qui bouillonne entre les cafés de la Bourse et de bab el Louq, proches de la place Tahrir. Parallèlement, des gouvernements provisoires, en Tunisie comme en Egypte, s'efforcent, souvent avec honnêteté et compétence, mais sans grands moyens, de remettre en marche administration et services publics, tout en établissant les priorités des réformes attendues. L'unité arabe est certes perceptible dans ces différentes sphères, les jeunes révolutionnaires venus de tous les horizons du monde arabe échangeant points de vue et expériences, tandis que les ministres cherchent à convaincre les donateurs du Golfe de les aider à passer le cap de la fuite des capitaux, des touristes, l'arrêt des investissements étrangers et parfois, la baisse de la production nationale.

A la question posée sur la fin de l'unité arabe, la réponse doit donc être nuancée : l'unité n'est plus considérée depuis déjà longtemps comme une panacée, et n'a pas suscité d'appels enflammés dans les manifestations. Tout au plus un appel à la solidarité a-t-il été parfois entendu, sans jamais susciter de vocations de « Brigades internationales » ou d'organisation de « secours populaire ». Au-delà des priorités de chacun, cette relative indifférence peut aussi s'expliquer par un passé parfois lourd de non-dits : les travailleurs migrants d'Égypte, de Tunisie, ou du Soudan n'ont pas nécessairement de la Libye une expérience qui les incite à aller se sacrifier pour la libération de « frères » à la main lourde dans le traitement de leurs travailleurs immigrés, Arabes ou non. Système dans lequel chaque communauté arabe occupe une place distincte dans une hiérarchie de conditions, de salaires et de considération...

Si les pays arabes ne sont plus divisés par des haines inexpiables, ni même par des intérêts radicalement opposés, ils ne ressentent plus le besoin de faire cause commune sur la scène internationale. Pour autant, la relation de l'Occident avec des pays arabes convertis au jeu démocratique ne sera pas rendue plus aisée. Si la rhétorique démagogique du complot israélo-occidental, qui permettait aisément et sans conséquence aux pouvoirs en place de désigner des boucs émissaires externes à la vindicte populaire, était abandonnée, ce serait au profit d'une prise de conscience mûrie des rapports de force internationaux, qui ferait des pays arabes des partenaires beaucoup plus difficiles à manipuler. Tel est le prix de la démocratie. Et il est possible qu'une unité arabe se constitue non plus dans l'affrontement, mais autour d'une demande de rapports plus égaux et plus ouverts, qui pourrait même conduire, qui sait ?, les PIGS et les pays du sud de la Méditerranée, victimes des mêmes effets pervers d'une sous-intégration à un système économique international déréglé, à faire cause commune.